Document generated on 07/13/2025 4:37 a.m.

Recherches féministes

Itinéraires individuels pour un projet collectif : s'engager dans des groupes de femmes de la région de Québec

Ginette Côté and Marie-Andrée Couillard

Volume 8, Number 2, 1995

Théorie, méthode, pratique

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057848ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057848ar

See table of contents

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)
1705-9240 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Côté, G. & Couillard, M.-A. (1995). Itinéraires individuels pour un projet collectif : s'engager dans des groupes de femmes de la région de Québec. *Recherches féministes*, *8*(2), 107–125. https://doi.org/10.7202/057848ar

Article abstract

Through its quest for autonomy, feminism allows women who have not had the occasion to do so, to inscribe themselves into modernity. To achieve this collective project, grassroot organizations have been created in order to empower women. Among those involved in these groups, some are proud to claim their feminist allegiance as a political strategy, others confine themselves to offering services while others still say they work towards more happiness for women. Most of these women are well educated; some receive a salary for their work while others do it on a voluntary basis; some do administrative tasks while others intervene directly into women's lives. Various life itineraries underly these different practices as revealed by the 30 interviews carried out in grass-root groups of the Quebec City area. The data gathered during this research is used here to identify various personal itineraries which, while they all participate in this collective project, are not without causing some tension whenever they intersect.

Tous droits réservés © Recherches féministes, Université Laval, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Itinéraires individuels pour un projet collectif : s'engager dans des groupes de femmes de la région de Québec[1]

Ginette Côté et Marie-Andrée Couillard

Le mouvement des femmes au Québec inspire un nombre considérable de travaux de recherche. Paradoxalement, bien qu'il existe de nombreuses études portant sur les femmes dans les organisations formelles, soit les cadres, les gestionnaires ou les entrepreneuses (Grisé et Lee-Gosselin 1987; Lépine et Simard 1991; Andrew *et al.* 1992; Baudoux 1992), nous connaissons en fait très peu les itinéraires de celles qui s'impliquent activement dans les groupes de femmes et qui en constituent la base organisationnelle[2].

L'étude d'Évelyne Tardy, qui s'appuie sur les données recueillies à travers 428 questionnaires et 51 entrevues, menée parallèlement à la nôtre et dont les résultats ont paru en 1995, comble en partie cette lacune. Dans son étude des groupes associés à la Fédération des femmes du Québec, l'auteure dégage clairement le caractère éclectique des femmes qui «militent au féminin», leur expérience du militantisme et les raisons qui les amènent à privilégier le militantisme dans des groupes de femmes. Cet ouvrage constitue une source inestimable de données sur la diversité des expériences personnelles ainsi que sur la structure et le fonctionnement de ces groupes. Notons que ses résultats et les nôtres convergent malgré les approches différentes adoptées pour mener nos recherches respectives et le fait que les groupes avec lesquels nous avons travaillé avaient choisi, pour la plupart, de ne pas adhérer à la Fédération des femmes du Québec (Couillard et Côté 1994).

Un peu d'histoire

Déjà en 1982, des historiennes soulignaient l'importance des organisations féminines dans la modernisation du Québec (Collectif Clio 1982; Dumont *et al.* 1992). Depuis, l'étude de Yolande Cohen (1990) sur les Cercles de fermières et

---

1. Une version préliminaire et résumée du présent texte a été exposée dans le cadre du colloque annuel de l'Association canadienne des sociologues et des anthropologues de langue française (ACSALF), à l'occasion du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), tenu à l'Université du Québec à Montréal, en mai 1994. Nous tenons à exprimer ici notre gratitude envers toutes les femmes qui ont bien voulu nous faire part de leur itinéraire d'engagement et auprès de qui nous nous sommes engagées à préserver l'anonymat. Nous remercions aussi Caroline Tard pour sa lecture attentive du texte ainsi que les deux lectrices anonymes pour la pertinence de leurs commentaires.
2. Nous nous inspirons ici de la définition que Ouellette (1986) a donné des groupes de femmes, à savoir qu'ils sont des acteurs sociaux mobilisés pour influencer les conditions de vie des femmes. D'autres auteures, cependant, parlent plutôt d'organisations féminines lorsqu'il s'agit de groupements plus larges avec des branches locales, comme les cercles de fermières (Cohen 1990) ou l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (Lamoureux, Gélinas et Tari 1993).

celle de Lamoureux, Gélinas et Tari (1993) concernant l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (l'AFEAS) ont bien documenté l'apport de ces organismes à la formation de citoyennes actives et engagées. Simonne Monet-Chartrand (1990), pour sa part, s'est intéressée aux pionnières du mouvement des femmes.

En 1986, le Conseil du statut de la femme publie une étude détaillée qui recense les groupes de femmes du Québec, documente leurs objectifs, leurs modes d'intervention, leur type d'activités, leur structure organisationnelle et leurs sources de financement ainsi que les liens qu'ils entretiennent entre eux (Ouellette 1986). L'année suivante, Alice Home (1987) approfondit le rapport qui existe entre les organisations féminines et les groupements plus ouvertement féministes. Le rôle de ces groupes communautaires dans le développement régional (Masson, Tremblay et Tremblay 1989; Andrew, Dion et Jacques 1989; Anadon *et al.* 1992) ou dans l'accession des femmes au pouvoir politique (Eichler 1979; Stacey et Price 1980; Tardy 1991) a aussi été analysé. Enfin, la nature des rapports qui se nouent à l'intérieur de ces groupes a fait l'objet de différentes recherches, comme en témoignent les travaux d'Andrée Fortin (1970), de Simone Landry (1988) et de Marie-Andrée Couillard et Ginette Côté (1991, 1993, 1994).

Dans une perspective plus directement interventionniste, soulignons la parution, en 1990, d'un numéro spécial de la revue *Nouvelles Pratiques sociales*, consacré à la problématique «femme et intervention» qui témoigne de l'importance que prennent les groupes de femmes dans une conjoncture où on assiste au retrait de l'État et à l'implication des citoyens et des citoyennes. Pour leur part, Nancy Guberman *et al.* (1993) ont recueilli les propos de celles qui ont bénéficié des services de groupes polyvalents que sont les centres de femmes. Les auteures illustrent notamment leur rôle central dans la lutte pour contrer l'isolement social des femmes. De la recherche de Guy Pelletier et Francine Craig (1988) sur les maisons d'hébergement et de transition au Québec, ce sont plus particulièrement certains des indicateurs sociodémographiques qui caractérisent les intervenantes y travaillant qui ressortent.

Une vaste enquête menée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'obtention du droit de vote par les Québécoises, et dont les résultats sont résumés dans un document intitulé *De travail et d'espoir : des groupes de femmes racontent le féminisme* (1990), fait le point sur l'évolution de la réflexion et des pratiques féministes au Québec. Les données recueillies par l'entremise d'un questionnaire «auto-administré» permettent de prendre le pouls du mouvement des femmes, mais les propos recueillis ne distinguent pas clairement l'opinion individuelle (celle d'une militante dont le point de vue aurait pu être précédé d'un «je») de la vision collective d'un groupe (dont le point de vue aurait pu être signifié par un «nous»). Alors que cet ouvrage permet de bien cerner la vision féministe actuelle, il semble difficile d'en extraire un portrait clair des personnes impliquées.

Les éléments méthodologiques

Retracer l'itinéraire d'une personne, c'est s'interroger avec elle sur le chemin parcouru, les raisons qui ont motivé ses choix et les éléments conjoncturels qui ont pu influencer son parcours, ce qui comprend en général

une description des lieux qui ont été traversés. Pour désigner ce processus, nous utilisons le terme «itinéraire». Cette notion, inspirée de la «trajectoire de classe» de Bourdieu, a déjà été utilisée par Martine Chaudron (1984, 1985) qui la reprend, dans son analyse de la mobilité sociale, en la sexualisant pour désigner ce qu'elle appelle les «itinéraires sociaux de sexe». Comme le soulignent Caroline Andrew et ses collaboratrices (1992), les termes «itinéraire» et «trajectoire» sont très souvent considérés comme synonymes, c'est d'ailleurs le cas dans les écrits de Martine Chaudron (1984). Pour notre part, nous préférons nous en tenir au terme «itinéraire», plus fécond que la notion de trajectoire qui évoque en français, comme le note le *Petit Robert*, le résultat d'une propulsion «mécanique», d'une courbe géométrique, d'une orbite planétaire, autant de connotations qui soulignent le caractère prédéterminé ou prédéterminable du parcours. Tout en étant conscientes qu'il existe des éléments conjoncturaux qui infléchissent parfois les choix de vie, nous croyons important de réhabiliter la compétence fondamentale des femmes en tant qu'agentes à part entière et non seulement en tant que «victimes» de rapports d'oppression incontournables.

De son côté, Daniel Bertaux (1980 : 197 et 200) précise qu'il existe une distinction entre les notions de récit de vie et d'histoire de vie. La première notion renvoie à «l'histoire d'une vie telle que la personne qui l'a vécue la raconte»; la deuxième est une étude de cas «portant sur une personne donnée et comprenant non seulement son propre récit de vie mais aussi toutes sortes d'autres documents». Nous reconstruisons des itinéraires des femmes engagées, avec qui nous avons travaillé, à partir d'éléments recueillis au cours d'entrevues en profondeur qui s'apparentent plus au récit de vie qu'à l'histoire de vie et qui prennent en considération cette distinction. Nous avons choisi de donner des balises claires quant aux thèmes[3] à aborder concernant l'itinéraire qui nous intéresse : il s'agit de celui qui révèle un engagement en faveur des femmes à travers une action collective. Les balises étant données, et rappelées au besoin, nous avons tout de même laissé les informatrices libres d'organiser leur narration et de suivre les associations que suscitaient les souvenirs. Les résultats sont généralement touchants par leur sincérité et toujours d'une grande complexité puisqu'ils relatent des expériences personnelles parfois douloureuses, parfois empreintes de tendresse. C'est là un des apports de l'anthropologie de savoir laisser parler, de restituer les propos en contexte et d'essayer d'en traduire le sens, sans faire l'économie de la complexité.

Dans les pages qui suivent, nous approfondissons un aspect de l'engagement des femmes qui remet en question l'individualisme marquant de notre modernité avancée. Il nous paraît en effet intéressant de retracer le contexte dans lequel des pratiques d'engagement se sont constituées et comment elles sont invoquées pour donner un sens à des gestes quotidiens dont la finalité est interprétée différemment selon que l'on se place du point de vue de la planification et de l'implantation des services sociaux, par exemple, ou de celui des militantes. Notre approche, privilégiant le contact prolongé avec les personnes engagées dans les groupes, nous permet de retracer les itinéraires personnels de 30 femmes. De plus, nous avons eu aussi l'occasion de faire des

---

3. Les principaux thèmes étaient les suivants : l'âge, les tâches effectuées dans le groupe, la formation, le milieu d'origine, le rang de naissance, l'engagement du père et de la mère, le mode d'insertion dans le groupe actuel et le féminisme.

entrevues en profondeur dans le cadre d'un projet de recherche qualitative mené depuis 1989 auprès des groupes de femmes de la région de Québec[4].

Il aurait sans doute été difficile d'obtenir une telle collaboration sans avoir d'abord établi des liens étroits avec les personnes sollicitées. Cela a été rendu possible dans la première phase de l'enquête consacrée à l'observation participante, pour des périodes allant de trois mois à un an selon les groupes à raison d'un minimum de deux jours par semaine. Grâce à l'implication de quatre étudiantes[5], dont les efforts se sont ajoutés aux nôtres pendant plusieurs mois, nous avons pu participer aux activités, observer les pratiques et noter les discours de personnes engagées dans dix groupes de femmes et dans une table de concertation de la région[6] (Couillard et Côté 1993). Ce sont ces données, hautement qualitatives, qui nous permettent de mieux comprendre les propos recueillis en entrevue par la suite.

La majorité des personnes interviewées avaient pour tâche principale d'intervenir auprès de femmes dites «en difficulté» et qui sollicitent leur soutien ou leur expertise, volontairement, dans l'espoir de sortir de ce qu'elles considèrent comme une impasse. D'ailleurs, quelques-unes des informatrices bénéficiaient elles-mêmes des services du groupe, tout en y assumant des responsabilités. D'autres étaient impliquées bénévolement dans le conseil d'administration, sans partager le quotidien du groupe ni intervenir directement auprès des personnes qui s'y associent. Selon les catégories administratives

---

4. Ce projet de recherche portant sur le pouvoir dans les groupes de femmes a bénéficié d'une subvention de trois ans (1990 à 1993) du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (subvention numéro 410-90-0529). Un volet complémentaire, portant sur la solidarité des femmes, a été subventionné par le fonds FCAR du gouvernement du Québec de 1992 à 1995. Nous remercions le Centre de recherches sur les services communautaires de l'Université Laval de nous avoir attribué une subvention additionnelle pour la rédaction du présent article.
5. Ce sont Annie Morin, Chantal Ouellet, Magalie Savard et Monica Tremblay, étudiantes au Département d'anthropologie de l'Université Laval en 1990-1991.
6. Les groupes dont il est question dans notre texte font tous partie de la région 03 de la rive nord de Québec, qui s'étend de Portneuf à Charlevoix. Ils ont d'abord été choisis parce qu'ils étaient des acteurs collectifs repérables comme lieux, créés par des femmes pour agir sur leur condition, et non parce qu'ils s'identifiaient au mouvement féministe. Ainsi, nous avons tenté d'englober l'ensemble du spectre des stratégies d'engagement en nous intéressant tant aux œuvres des religieuses qu'aux groupes dits radicaux qui en constituent les deux extrêmes. Parmi cet ensemble, certains groupes sont à vocation particulière (s'intéressent à une problématique), d'autres sont polyvalents. Certains offrent des services directs, alors que d'autres organismes sont plus axés sur la référence indirecte et l'information téléphonique. Certains groupes reproduisent un modèle d'organisation hiérarchique, d'autres privilégient une remise en question des rapports de pouvoir et fonctionnent sur la base d'un collectif. Certains sont nés d'une impulsion du milieu, d'autres ont été mis sur pied par des organisatrices de centres locaux de services communautaires (CLSC). Enfin, les principales sources de financement des groupes prennent la forme de subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux et de Centraide ou, encore, proviennent de communautés religieuses. Ajoutons qu'une entente signée nous oblige à garder l'anonymat tant des informatrices que celui des groupes auxquels elles sont liées; tout détail ethnographique supplémentaire nous apparaîtrait donc comme une dérogation à l'éthique des chercheuses.

utilisées dans les demandes de financement des groupes, nos informatrices étaient surtout des «intervenantes» ou des bénévoles «gestionnaires», rarement des «usagères». Ce choix se justifie ici du fait que nous nous intéressons aux pratiques d'engagement des personnes qui luttent pour améliorer la situation des femmes et non aux motivations de celles qui ont recours aux groupes de femmes pour régler un problème, ponctuel ou chronique. Comme le montrent certains témoignages, le fait de s'adresser à un groupe de femmes peut parfois entraîner une conscientisation politique qui débouche sur un engagement ultérieur dans le mouvement des femmes. C'est d'ailleurs là un idéal féministe, soutenu par les pratiques d'entraide et de soutien mutuel. Cet idéal pose le problème du rapport entre la quête individuelle d'autonomie (qui, dans le contexte actuel de l'articulation des groupes communautaires à l'État, prend fréquemment la forme d'une démarche pour régler un ou des problèmes particuliers comme la violence, la pauvreté, la toxicomanie ou autres) et la participation à un mouvement collectif qui déborde les intérêts particuliers de ses membres. Nous nous attardons cependant peu sur cet aspect dans les pages qui suivent.

Nous présentons notre matériel en deux volets. Dans le premier volet, nous traçons le portrait de nos informatrices qui fait état de l'âge, de la formation et de la compétence, du milieu familial et de l'amitié. D'abord choisies parce qu'elles nous semblaient des représentantes significatives des itinéraires d'engagement qui nous intéressent, elles se sont révélées en fait représentatives de l'ensemble des femmes qui s'engagent dans des groupes féministes, comme en témoigne l'ouvrage de Tardy (1995). Dans un deuxième temps, nous abordons plus directement la question des itinéraires, laissant la parole aux femmes qui mettent en évidence les facteurs conjoncturels et les éléments personnels qui peuvent nous éclairer sur leur cheminement.

Un portrait général des informatrices

Il aurait été intéressant de tracer un portrait type de la militante féministe de la région de Québec, mais cela n'est pas possible. Ce qui ressort plutôt de nos données, c'est la grande diversité des caractéristiques sociologiques du milieu d'origine et du contexte actuel de vie des femmes que nous avons interviewées. Nous verrons donc que, au-delà de quelques traits généraux, eux-mêmes le fruit d'une conjoncture historique particulière, il est difficile de «stéréotyper» celles qui s'engagent dans des groupes de femmes.

L'âge et la relève

Au moment de l'enquête, l'âge des informatrices interviewées pour les entrevues variait de 23 à 68 ans. Près de la moitié ont entre 40 et 59 ans et se retrouvent dans pratiquement tous les groupes étudiés. Ce n'est pas le cas des femmes de 29 ans et moins qui sont concentrées dans seulement trois des groupes à l'étude, l'un d'entre eux étant d'ailleurs surtout composé de jeunes femmes. Enfin, les deux femmes de plus de 60 ans appartiennent à deux groupes distincts[7].

---

7. Pour bien situer ces chiffres, notons qu'en 1991 la population féminine du Québec se chiffrait à 3 578 295 personnes (51 p. 100 de la population totale); 19 p. 100

Les femmes qui ont entre 40 et 59 ans étaient déjà actives dans certains groupes au début des années 1970, alors que la deuxième vague du féminisme atteignait le Québec. Certains itinéraires révèlent qu'à cette époque l'engagement dans des groupes était nécessairement bénévole et, pour plusieurs, le bénévolat constitue encore aujourd'hui une marque de l'engagement politique. Par contre, les revendications actuelles en faveur d'une reconnaissance du travail des femmes et les possibilités de financement signifient que certaines sont aujourd'hui rémunérées pour effectuer des tâches qui, autrefois, auraient été accomplies gratuitement. La tendance vers la rémunération s'accentue chez les plus jeunes et toutes les informatrices de 29 ans et moins ainsi que la plupart de celles entre 30 et 39 ans travaillent dans les groupes qui sont en mesure de leur offrir un salaire. La moyenne d'âge des femmes rémunérées est de 37 ans, alors que celle des bénévoles est de 45 ans. Dans le cas de ces dernières, c'est souvent pour acquérir une première expérience de travail qu'elles «donnent du temps» en attendant que le marché de l'emploi redevienne favorable. À cet égard, les groupes ne sont pas tous égaux, certains offrant des emplois relativement stables, quoiqu'ils soient généralement sous-payés, pour assurer la permanence par exemple, alors que d'autres sont utilisés comme des «tremplins» par celles qui espèrent un travail plus lucratif.

Soulignons que les femmes plus âgées, celles qui ont milité pour l'accession des femmes à l'éducation et au marché de l'emploi, trouvent tout à fait légitime que les femmes soient rémunérées pour leur travail et que les groupes de femmes puissent «leur donner un coup de pouce». Les revendications des jeunes femmes qui exigent que leur expertise soit reconnue par un salaire, aussi faible soit-il, ne constituent donc pas, pour nos informatrices, un sujet de discorde intergénérationnel.

Le phénomène de précarité financière n'est cependant pas étranger au roulement important des femmes engagées dans des groupes et qui a pour effet de miner la mémoire collective. Ainsi, les plus anciennes (la notion d'ancienneté peut varier entre 1 et 15 ans) sont sans cesse mises à contribution pour former les nouvelles recrues, une tâche qui leur donne d'ailleurs souvent l'impression de maintenir le groupe «à bout de bras» alors qu'elles sont de plus en plus «essoufflées». De plus, la grande mobilité du personnel entraîne inévitablement des ruptures dans les pratiques d'entraide et exige des efforts de recrutement constants.

Parallèlement à la question de l'emploi et à sa perception selon l'âge des femmes se pose donc le problème de la relève nécessaire à la pérennité des groupes. Le discours sur le phénomène de la relève affirmant que les jeunes femmes déserteraient le mouvement, qu'elles seraient moins engagées et plus individualistes a été peu repris par nos informatrices. Au contraire, nos données, tout comme celles de Tardy (1995), montrent bien que plus du tiers des femmes interrogées ont moins de 39 ans et, dans les groupes que nous avons étudiés, c'est parmi elles que nous retrouvons les plus radicales.

---

avaient moins de 15 ans, 68 p. 100 se situaient dans le groupe des 15 à 64 ans et 13 p. 100 avaient plus de 65 ans (Gouvernement du Québec 1993 : 4).

La formation et la compétence

Les femmes impliquées dans les groupes à l'étude possèdent une compétence reconnue par leurs pairs. Pour la plupart, elle a été acquise dans le cadre de formations spécialisées, pour d'autres, elle est le résultat d'une longue expérience d'écoute auprès de leurs semblables. Cependant, la spécialisation et la professionnalisation semblent de plus en plus nécessaires pour faire face aux exigences des bailleurs de fonds qui accordent des subventions sur la base des «services offerts», des «clientèles cibles» et de leurs «problèmes». Compter dans ses rangs des diplômées universitaires devient alors un atout considérable. Les groupes sont aussi parfois des lieux de stage pour les étudiantes de l'université et des cégeps, dans les domaines qui privilégient une formation pratique. C'est ainsi que les militantes en viennent à participer à la formation de jeunes femmes qui ajouteront par la suite l'intervention féministe à leur champ de compétence. Pour plusieurs informatrices, «avoir fait un stage» dans un groupe constitue d'ailleurs le premier pas vers un emploi rémunéré dans le groupe d'accueil ou ailleurs.

Les informatrices sont donc généralement bien formées, la majorité (17 sur 30) ayant entrepris ou terminé des études universitaires[8]. En fait, une seule informatrice n'a fait que des études primaires, sept ont complété leurs études secondaires (réussi leur cinquième secondaire), alors que quatre ne l'ont jamais terminé (elles ont entre une et quatre années de scolarité au secondaire). On ne compte qu'une seule personne possédant l'équivalent d'un diplôme collégial.

Ce sont généralement les femmes âgées de 39 ans ou moins qui possèdent une formation universitaire. Pour leur part, les plus âgées, ayant obtenu un ou des diplômes d'études supérieures, ont suivi un parcours différent des premières : ce n'est souvent qu'après avoir exercé un métier (coiffeuse, secrétaire, enseignante, etc.) qu'elles ont poursuivi des études universitaires.

Le service social est de loin le domaine de spécialisation le plus fréquemment choisi parmi les 30 informatrices, suivi du counseling et de la psychologie. Le droit a aussi été mentionné, alors que les études dans les domaines suivants : la gérontologie, l'histoire, le journalisme, les lettres, la pédagogie, la psychoéducation et la théologie, font partie, seules ou combinées, des formations complémentaires que nos informatrices ont acquises[9]. Doit-on imputer ces quêtes multiples de formation au marché de l'emploi de plus en plus exigeant et surtout de plus en plus saturé? À l'insécurité qui marque notre époque? Nos données ne nous permettent malheureusement pas de répondre à ces questions; elles montrent clairement, par contre, qu'en dépit de toutes ces

---

8. Elles sont, en cela, conformes à la tendance actuelle soulignée dans le rapport intitulé *Un avenir à partager* (Gouvernement du Québec 1993 : 7) : «Les femmes sont de plus en plus scolarisées. En 1990, elles ont obtenu la majorité des diplômes au secondaire (53 p. 100), au collégial (58 p. 100) et à l'université (57 p. 100).»
9. Dans le rapport *Un avenir à partager*, on souligne ceci : «Les programmes conduisant à un certificat ou à un diplôme de premier cycle universitaire sont l'apanage des femmes. Elles sont particulièrement nombreuses à obtenir ce genre de formation en administration, en sciences de l'éducation et en sciences humaines» (Gouvernement du Québec 1993 : 10).

formations plusieurs des femmes interrogées n'avaient pas pu obtenir un emploi stable, lié à leur domaine d'études, dans le réseau public ou sur le marché privé.

Outre la formation scolaire, il existe d'autres façons de se rendre compétentes pour aider les autres. Ainsi, toutes celles qui ne possèdent pas une formation universitaire ont quand même suivi un ou des cours de connaissance de soi, de relation humaine, de relation d'aide, de psychologie, de gestion. Une personne a même suivi une formation sur le retour au travail. De plus, les groupes de femmes, les fédérations, les regroupements et les tables de concertation offrent à leurs membres des formations ponctuelles. Enfin, toutes s'entendent pour dire que c'est d'abord au contact des autres, dans les groupes, qu'elles se sont réellement formées. C'est là un point important qui permettrait éventuellement de distinguer l'expertise acquise dans les groupes de femmes de celle que confère un diplôme universitaire ou autre.

Le milieu familial et l'amitié

Conformément à l'évolution de la société qui les entoure, un peu plus de la moitié des informatrices sont mariées ou partagent leur vie avec un conjoint ou une conjointe, plusieurs sont divorcées et vivent des situations de monoparentalité et quelques-unes vivent seules. Au total, 11 femmes sur 30 ont des enfants. De ce nombre, 10 en comptent de un à quatre et une a dix enfants. Enfin, une femme vit avec les deux enfants de son nouveau conjoint[10].

Nous nous sommes interrogées sur le milieu d'origine de ces femmes et nous avons voulu connaître le type de famille dans lequel elles ont grandi, le métier de leur père et de leur mère et l'influence que ceux-ci ont eu sur l'engagement social ultérieur de leurs enfants. La majorité des femmes interviewées sont issues de familles dites nucléaires, conformément au modèle dominant dans la société québécoise contemporaine. Seulement deux femmes disent avoir été «élevées» par des parents adoptifs à la suite du décès de leur mère biologique; une seule personne a dû composer avec le divorce de ses parents.

Par ailleurs, 26 répondantes nous ont donné de l'information concernant leurs frères et leurs sœurs. Parmi elles, 16 sont issues de familles comptant de 5 à 15 enfants, 21 viennent de familles qui comptent plus de 4 enfants. Notons que les informatrices de 29 ans et moins viennent, elles aussi, de familles relativement nombreuses, qui comptent de 3 à 8 enfants. Doit-on en conclure que c'est d'abord dans la famille que l'on apprend l'entraide et, de là, le goût de s'engager socialement? La taille actuelle des familles québécoises qui comptent en moyenne 1,43 enfants (selon Statistique Canada) devrait alors être source d'inquiétudes.

Trois informatrices occupent la position d'aînée dans la famille et six, celle de cadette. La majorité des femmes interrogées occupent des positions intermédiaires. De plus, la plupart disent être la seule de la famille à être «aussi engagée» socialement. Rien ne nous permet donc de conclure que le rang de

---

10. En 1991, on trouve dans la population féminine québécoise de plus de 15 ans 2,2 p. 100 de séparées, 5,5 p. 100 de divorcées, 10,1 p. 100 de veuves, 10,8 p. 100 de conjointes de fait, 24,3 p. 100 de célibataires et 47,2 p. 100 de femmes mariées (Gouvernement du Québec 1993 : 5).

naissance soit un facteur significatif en ce qui concerne l'engagement social des femmes interrogées.

En ce qui a trait aux occupations du père de nos informatrices, l'agriculture et la fonction publique (en tant que fonctionnaire ou agent de bureau) constituent les deux domaines d'emploi les plus fréquemment mentionnés. La ville de Québec étant le siège du gouvernement provincial, il n'est donc pas étonnant que l'on y trouve un nombre important d'employés de l'État. D'autres pères étaient commerçants, entrepreneurs, menuisiers ou ouvriers. Fait intéressant, aucune de nos informatrices n'appartenait à une famille dont le statut social découle de la pratique d'une profession libérale (la médecine, le droit, le notariat). Les filles de ces familles, lorsqu'elles s'engagent, opteraient-elles plutôt pour la politique active ou les positions de pouvoir dans les appareils?

Les informatrices dont le père est «cultivateur» sont toutes nées avant 1950, à une époque où le Québec était encore passablement rural. Elles sont issues de familles comptant en moyenne huit enfants, certaines d'entre elles sont venues en ville pour se chercher du travail et s'y sont mariées. D'autres ont simplement déménagé avec leur famille.

Si les pères de nos informatrices pratiquaient somme toute des métiers assez diversifiés, leurs mères, elles, exerçaient en grande partie leurs compétences et leur savoir-faire à la maison. On mentionne au passage que celles dont le mari était cultivateur ou possédait un commerce «aidaient» et parfois même étaient copropriétaires de l'entreprise familiale, au même titre que leur mari. Certaines d'entre elles ont cependant été sur le marché du travail, soit avant leur mariage (dans l'enseignement), d'autres ont travaillé pendant la guerre (à l'arsenal de Québec), et d'autres encore ont rejoint le groupe des travailleuses après la mort de leur mari (petit commerce). Parmi les 13 informatrices âgées de 39 ans et moins, 9 ont une mère qui travaille à la maison; ces mères ont eu en moyenne sept enfants. Les 4 autres femmes de cette catégorie rapportent que leur mère travaille à l'extérieur en tant qu'ouvrière dans le vêtement, téléphoniste, commerçante ou technicienne en fiscalité.

Lorsque les femmes parlent de leur engagement auprès de leurs semblables, la moitié rapportent que l'un des deux parents — plus rarement les deux — les a influencées de façon plus ou moins significative par son exemple. Ainsi, une douzaine d'informatrices notent que leur père était (ou est encore) engagé dans des groupes à caractère paroissial comme les Chevaliers de Colomb, la Société Saint-Vincent-de-Paul et la Ligue ouvrière catholique. D'autres pères ont milité dans les syndicats ou les partis politiques, un seul ayant été impliqué dans la caisse populaire de son quartier.

L'engagement des mères se réalisait d'abord dans la paroisse, avec les Filles d'Isabelle par exemple. D'autres mères exerçaient leurs activités dans les comités d'école et les jeannettes; une seule informatrice rapporte un engagement syndical et politique de la part de sa mère. Enfin, pour les mères dont l'implication sociale est plus récente, on note une participation au renouveau conjugal et à un groupe de soutien aux personnes âgées. De plus, des activités comme la chorale ou le Club de l'âge d'or constituent aussi des occasions de socialiser pour quelques autres.

Certaines informatrices dont les parents n'étaient pas nécessairement engagés dans des activités à caractère social et politique[11] disent avoir quand même été influencées par leurs valeurs chrétiennes, plus particulièrement celles qui concernent l'entraide et la quête de justice. Voici le commentaire d'une informatrice :

> Je pense qu'à plein de niveaux, dans la façon dont mes parents m'ont élevée, c'est quelque chose de bien précieux ce qu'ils m'ont donné. J'ai toujours vu ça comme un sens de la justice. J'pense que les valeurs que j'ai eues sont pas des valeurs matérielles, mais beaucoup plus des valeurs humaines, pis des valeurs de justice sociale, même si mes parents étaient pas engagés. Je sais pas trop d'où ça vient, j'pense c'est eux autres dans leur façon d'être (5-04 : 10)[12].

Dans d'autres cas, c'est le contraire, puisqu'une autre affirme ceci : «mon père était un homme de droite, il a influencé mon gauchisme» (5-07 : 4).

Le thème de l'engagement suscite beaucoup de commentaires chez nos informatrices. L'une d'entre elles dit avoir quitté son conjoint parce qu'il n'était pas engagé socialement; elle affirme que leurs «discussions manquaient d'étincelles». D'autres ont dû choisir entre «le *chum* ou la *job*». Une autre estime qu'il est important que les personnes de son entourage soient engagées, même si elle en est venue à faire des nuances :

> [Avant], on aurait dit que j'accordais du crédit rien qu'à du monde qui était impliqué socialement. J'me disais ça va tellement mal, y'a tellement d'affaires à changer, que personne peut perdre du temps, c'était l'urgence, faut y aller. Y'a d'autres causes que celle des femmes, mais faut toujours ben s'occuper d'une cause dans la vie, sinon on fait pas grand-chose. Et, là, on dirait que je dis..., j'pense que j'ai envie de me prioriser au cours des prochaines années, pis j'comprends les gens qui le font aussi (5-06 : 15).

Dans la même veine, une autre navigue entre deux cercles d'amis et d'amies, l'un militant, l'autre non :

> J'dirais, j'ai deux cercles d'amis [...] Y'en a... c'est vraiment du monde impliqué un peu partout dans les groupes de femmes, dans les groupes populaires... Pis j'ai d'autres amis, non qui sont pas impliqués, mais c'est quand même des personnes qui vont avoir une ouverture ou qui ont voyagé, mais plus par eux autres mêmes (4-01 : 7).

Des itinéraires variés pour une cause commune

Afin de faire émerger les itinéraires menant à l'engagement, nous nous sommes intéressées aux différents parcours empruntés par les femmes pour arriver dans les groupes où elles œuvraient, de façon bénévole ou rémunérée, au moment de l'étude. Nos données démontrent qu'elles empruntent quatre

---

11. Parmi celles-ci, plusieurs nous mentionnent que leurs parents n'étaient pas impliqués socialement, mais qu'ils s'occupaient beaucoup des pauvres.
12 Pour cette citation et toutes les autres issues des témoignages, le nom de l'informatrice citée est remplacé par un code numérique.

voies principales menant à l'insertion : l'utilisation des services, la quête d'un emploi, le fait d'avoir effectué un stage dans un groupe et le recours aux réseaux personnels.

L'insertion dans le groupe

Sur les 30 informatrices interviewées, 9 ont d'abord utilisé les services ou participé aux activités d'un groupe pour ensuite s'y engager personnellement. Parmi celles-ci, 7 femmes occupent une fonction bénévole, les autres sont rémunérées pour leur travail. Fait intéressant, elles disent alors s'engager afin de «repayer» à la collectivité ce qui a été «reçu». Cette formulation laisse croire qu'il s'agit de rembourser une dette, comme si on pouvait estimer ce qui fait l'objet du don, alors qu'en réalité il ne fait aucun doute que, ce dont il est question, c'est une prise de conscience qui modifie le soi et le rapport au milieu dans lequel il évolue. Parce que cette prise de conscience a été rendue possible par l'engagement d'autres femmes, il leur semble juste de s'engager à leur tour dans un processus qui va bien au-delà de l'action bénévole[13]. C'est ainsi que les activités de sensibilisation, comme les cafés-rencontres et les conférences, ou celles de formation, comme les cours portant sur les modifications à la *Loi sur l'aide sociale*, peuvent jouer un rôle important dans la conscientisation. Il en est de même pour les activités de loisirs, tels les cours de dessin ou de poterie, lorsqu'elles sont menées dans un contexte d'entraide favorable à la création de liens significatifs.

Plusieurs des femmes inscrites à des activités ou ayant recours aux services sont venues au groupe à la suite d'une rupture avec leur conjoint, alors qu'elles se sont retrouvées seules responsables des enfants et très souvent sous le seuil de la pauvreté. Pour d'autres, il s'agissait plutôt de «se désennuyer de la maison». Entrées dans le groupe pour faire de l'action bénévole, elles en viennent rapidement à s'engager bénévolement pour la cause des femmes.

La quête d'un emploi, par des femmes qui ont travaillé dans d'autres organismes ou qui appartiennent à des communautés religieuses, a aussi servi de porte d'entrée à 9 autres femmes. Les informatrices venant d'un autre organisme y occupaient généralement un poste rémunéré qu'elles ont choisi de quitter pour travailler dans le groupe où nous les avons rencontrées. Certaines, par contre, étaient bénévoles dans d'autres groupes communautaires, mais elles avaient le goût de changer, pensant qu'elles «seraient plus utiles» en militant pour la cause des femmes[14]. D'autres femmes ont été recrutées selon les

---

13. Nous utilisons la notion d'«action bénévole» pour désigner le travail gratuit, sans connotation politique, de personnes qui occupent ainsi leur temps libre. Ce phénomène est d'ailleurs de plus en plus répandu et il constitue ce que certains auteurs et auteures appellent le «néo-bénévolat». Il faut cependant noter que le Centre d'action bénévole (Roy 1982), responsable du recrutement et de la formation d'une armée de bénévoles répartis entre les organismes demandeurs, met plutôt l'accent sur l'engagement social, voire politique, qui sous-tend la participation bénévole à des organismes divers. On ne peut donc plus simplement opposer l'expression «bénévole» à la notion de militance par exemple, et plusieurs militantes féministes parlent de l'«engagement bénévole» pour souligner le caractère politique de leurs pratiques (Couillard 1991).
14. Nous avons été frappées par l'importance de la circulation des personnes entre les différents groupes communautaires, y compris les groupes de femmes. Nous avons

pratiques plus impersonnelles du marché du travail : l'une d'elles mentionne avoir appris par les médias «qu'ils avaient besoin» de personnel; l'autre a envoyé son curriculum vitae dans tous les groupes communautaires, une responsable d'un groupe de femmes l'a rappelée, alors qu'elle «ne savait même pas qu'il y avait un poste d'ouvert».

Pour 7 de nos informatrices, c'est le fait d'avoir effectué un stage dans le groupe qui a été à l'origine de leur adhésion par la suite. Nous avons noté que toutes ces stagiaires occupaient un emploi rémunéré dans les groupes au moment de l'étude. La plupart d'entre elles disent avoir choisi leur lieu de stage après avoir rencontré, à l'occasion d'un cours ou d'une conférence, une personne du groupe. L'une d'elles résume bien la situation :

> Moi j'suis étudiante au bac en service social [...] j'étais dans un cours puis [X] est venue nous présenter son groupe. Moi ça a cliqué, j'ai fait mon «contact-action» ici et mes deux derniers stages. J'ai fait mon bac sur ce groupe, c'est pas compliqué là (5-04 : 13).

Notons enfin que, dans le cas de 5 informatrices, ce sont les réseaux personnels d'amis ou de parents qui les ont incitées à fréquenter les groupes de femmes où elles se sont ensuite engagées. C'est une connaissance, une amie, une sœur, travaillant déjà dans l'organisme, qui leur a parlé du groupe. Il s'agit en fait d'un recrutement informel, une pratique courante dont l'objectif est de sensibiliser le public aux idéaux du groupe.

La profondeur historique de l'engagement

Pour mieux établir les itinéraires des personnes impliquées dans les groupes de femmes, nous nous sommes aussi attardées sur ce que nous avons appelé la profondeur historique de l'engagement, associée au nombre d'années de «service» dans le groupe. Nos données indiquent que nos informatrices étaient impliquées dans le même groupe pour une période variant de 2 mois à 15 ans. Notons que 19 informatrices (beaucoup plus que la moitié) œuvrent ou ont œuvré dans le même groupe pendant une période n'excédant pas quatre ans. Ces femmes travaillaient dans six groupes différents : 12 d'entre elles étaient rémunérées et 6 étaient bénévoles. Soulignons que 6 femmes sur les 10 qui comptent plus de cinq ans de service sont rémunérées, les 4 autres sont bénévoles. Même si 18 personnes sur 29 sont payées pour leur travail, il ne faut pas en conclure que les salariées restent en poste de façon prolongée. L'épuisement à la tâche constitue le motif le plus souvent invoqué pour justifier le retrait permanent ou temporaire, les rapports conflictuels contribuant parfois à précipiter la décision.

Toutes nos informatrices, sauf une, n'en étaient pas à leur première expérience d'engagement. Plusieurs avaient déjà travaillé dans d'autres organismes communautaires, comme les comités de citoyens et de citoyennes, les groupes d'alphabétisation, les coopératives d'habitation, les coopératives alimentaires, les maisons de la famille ou de jeunes, le Centre de prévention du

---

qualifié d'horizontale ce type de «mobilité», par opposition à celle qui s'établit avec les organismes d'État, beaucoup plus rare, et que nous qualifions de verticale parce qu'elle implique un changement de milieu.

suicide, Tel-aide, l'Auberivière, ou s'étaient impliquées dans un groupe de soutien aux personnes atteintes d'Alzheimer ou un groupe de personnes handicapées. Quelques-unes viennent d'autres groupes de femmes (centres de ressources pour femmes, maisons d'hébergement). Par contre, la militance syndicale ou politique fait rarement partie des expériences de nos informatrices.

Parallèlement à leur engagement féministe, un certain nombre d'informatrices ont fait ou font encore partie d'organisations à caractère religieux, comme la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), la liturgie paroissiale, la pastorale sociale ou encore Prières-secours. D'autres femmes se sont engagées dans des organisations féminines traditionnelles comme les Filles d'Isabelle, les cercles de fermières et l'AFEAS. Certaines se sont impliquées dans des activités de loisirs comme un patro, les 4-H, des clubs de marche, de ski, de musique, de cinéma, les jeannettes et les guides, ou le Carnaval de Québec. On note aussi une participation à des activités parascolaires comme les conseils étudiants, la mise sur pied d'un comité de femmes dans un cégep et la participation à des comités de parents.

Engagées ailleurs dans la société, la plupart des personnes interrogées en sont venues, avec le temps, à se préoccuper d'abord et avant tout de la condition des femmes. Certaines lient ce déplacement de leur intérêt à leur ouverture à un féminisme militant; d'autres, invoquant plutôt des motifs humanitaires, croient néanmoins que les femmes méritent une attention particulière. Pendant que certaines femmes déclarent être «nées féministes», d'autres hésitent à employer le mot, alors même que toutes leurs actions concernent l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Pour certaines informatrices, travailler auprès des femmes constitue l'aboutissement d'un long engagement social ou d'une quête spirituelle :

> [...] mon engagement social auprès de femmes ça s'est pas fait comme ça, parce que moi je me suis longtemps dit humaniste avant de me dire féministe. Jusqu'à ce que je réalise que, pour être humaniste quand t'es une femme, il faut que tu commences d'abord par être féministe... à partir de ce moment-là, j'ai toujours travaillé auprès des femmes (3-01 : 14).

Pour d'autres, leur engagement se combine à des obligations professionnelles qui exigent qu'elles soient sensibles aux «besoins du milieu»; elles mettent alors sur pied des groupes de femmes ou des maisons de transition et s'entourent de bénévoles engagées.

Celles qui se disent féministes «depuis toujours» ont en commun une préoccupation constante, qu'elles qualifient de «viscérale pour la justice». Elles retracent dans leur enfance les premières manifestations de cette préoccupation. Toutes jeunes, elles étaient déjà de celles qui luttent pour obtenir les mêmes «droits», par rapport à leurs frères d'abord, puis par rapport aux autres «gars». Voici comment l'une d'entre elles relate son histoire personnelle :

> Je suis venue au monde féministe, sans le savoir... je le savais pas, on le disait pas, le mot existait pas. Non, c'est beaucoup le fait d'avoir toujours été préoccupée par la justice, c'était peut-être ma position dans la famille... on était trois filles et un frère plus jeune que moi, je me souviens que c'était très important, pour moi, d'obtenir les mêmes

> droits. C'était pas facile, dans ma famille tout ça, déjà là, mes parents trouvaient que je n'acceptais pas facilement ma condition féminine, moi, j'étais assurée depuis que j'étais petite que j'avais les mêmes droits, que je devais avoir les mêmes droits, c'est quelque chose qui était très naturel en moi ça. Même au niveau de mon travail, c'était naturel. C'est par la suite, quand ça s'est formalisé que je me suis aperçue que je faisais partie d'un mouvement et qu'il y en avait d'autres que moi qui pensaient la même chose que j'ai pu formaliser ma démarche (8-03 : 22).

Parlant des cours à l'école secondaire, une autre informatrice nous dit :

> Je trouvais donc qu'il y avait des grosses injustices par rapport aux filles, à toutes sortes de niveaux. Nous autres, on était dans un cours d'économie familiale à faire des gâteaux, à apprendre à s'épiler les sourcils; c'était ça dans mon temps... J'trouve ça épouvantable quand j'y repense. Les gars faisaient de la techno en bas..., ils faisaient du dessin technique dans un atelier d'imprimerie. Je trouvais ça injuste que nous autres on soit prises dans les gâteaux en haut (4-05 : 18).

Quelques autres y sont arrivées après avoir été confrontées à ce qu'elles considèrent comme des injustices propres au milieu de travail masculin. Elles se seraient alors tournées vers ce que l'une d'entre elles appelle ses «amies de toujours» pour s'en faire des alliées dans leur lutte en faveur des femmes.

Ce désir de justice et d'égalité se retrouve aussi chez celles qui refusent d'être identifiées aux féministes. Pour elles, cette étiquette ne renvoie qu'aux pratiques et aux discours les plus radicaux, d'où leur tendance à s'en démarquer car, à leur avis, on y «manque de respect» pour les convictions de celles qui croient qu'on ne peut pas «rayer les hommes de la carte» ou les «zigouiller». Il peut paraître paradoxal que des femmes qui ont fait vœu de chasteté insistent sur le fait que «hommes et femmes sont faits pour être un couple». Elles ne sont cependant pas les seules à défendre cette position. L'idée qu'il faudrait travailler à instaurer des rapports justes entre les deux sexes, sans penser que l'on peut disposer des hommes, revient souvent dans certains groupes. Il s'agit là, à notre avis, d'une perception du féminisme comme s'il s'agissait d'un mouvement contre les hommes plutôt qu'en faveur des femmes. Par ailleurs, la question du libre choix par rapport à la maternité, un idéal féministe avoué, a rarement été soulevée dans les propos des femmes avec qui nous avons travaillé, et nous croyons que c'est parce qu'elle est perçue comme un enjeu délicat.

D'autres informatrices soulignent, tout en voulant s'en démarquer, que les éléments les plus radicaux du mouvement ont joué un rôle important au début pour «réveiller» les consciences, mais, selon elles, on doit maintenant «passer à autre chose». Voici deux commentaires de femmes engagées dans des groupes qui refusent d'employer le mot «féministe» pour se désigner :

> Non, non, non non... Non, je suis pas plus féministe pour ça, non. Mais je trouve qu'il y a des femmes, on dirait qu'elles ont peur. Elles ont peur... je sais pas de quoi. Moi je voudrais que ça avance dans ça. Moi, la femme en bas de l'homme là, je suis pas pour ça (6-02 : 11-12).

> Le féminisme, hé Seigneur! C'est quelque chose que j'ai jamais compris trop, trop. On me dit très féministe. Mais je sais pas trop, trop pourquoi, tu sais c'est bizarre..., féministe... c'est... travailler pour la cause des femmes, qu'est-ce tu veux. Se sentir bien aussi entre femmes, c'est pas mal juste ça là (2-02 : 15).

Bien que certaines informatrices hésitent à s'identifier comme féministes, la grande majorité des personnes rencontrées soulignent que le contact avec les autres femmes a l'effet d'un «miroir» qui leur renvoie leur propre condition : à travers les autres femmes, elles comprennent mieux leurs relations avec leur conjoint, avec leurs enfants et parfois même leurs relations sociales en général. C'est ce reflet qui les aiderait à clarifier certaines ambiguïtés dans leur vie et qui «vient les chercher» et les «fait grandir». En ce sens, ce serait d'abord pour elles-mêmes qu'elles choisissent de travailler avec d'autres femmes :

> Oui, parce que moi, ça remplit beaucoup ma vie, oui pour moi, c'est très important, en premier je le fais pour moi, pour mon évolution à moi. Je trouve que ce sont des valeurs qui sont plus... comment je dirais ça, plus riches comme valeurs, avant ça, moi j'ai toujours eu une vie assez privilégiée, je trouve que j'ai jamais eu vraiment de problème et c'était plus vide avant, maintenant je trouve que c'est plus satisfaisant (3-03 : 12).

> Moi..., mon engagement c'est une atmosphère avec les femmes. Même si je peux pas trop l'expliquer, c'est là..., je tiens à la vie, mon cordon ombilical en quelque part là, moi, ce sont les femmes. Tu sais, les réunions populaires, toutes ces affaires-là, je ne suis pas convaincue du tout, ça vient pas me chercher (4-06 : 8).

Pour d'autres, travailler auprès des femmes est une occasion de partager les expériences acquises ailleurs soit dans un autre pays, soit dans un autre milieu de travail ou, plus fréquemment, dans un autre groupe communautaire :

> Quand j'ai décidé de faire mon stage, j'ai ouvert le dossier «stages» à l'université et je suis tombée sur [le nom du groupe] , je ne savais même pas que ça existait, puis j'ai dit tiens, c'est peut-être le temps que je m'investisse auprès des femmes, maintenant que j'ai touché à un paquet de choses, toute l'expertise que j'ai acquise au fil des années, pourquoi je ne mettrais pas ça au service des femmes (3-01 : 7)?

Certaines se voient comme étant plus privilégiées et elles s'engagent dans l'espoir de redonner du pouvoir aux femmes plus démunies afin qu'elles puissent sortir de leur embarras avec «dignité» :

> Oui, oui, parce que dans [le nom du groupe] je vois la souffrance des femmes, alors ça rejoint un peu ce que je veux aller chercher et j'aimerais que les femmes puissent améliorer leur qualité de vie, on sait que le pourcentage des femmes violentées est quand même énorme, on parle d'une sur sept, alors je me dis dans tout ça, en aidant des femmes victimes de violence, j'améliore en même temps la qualité de vie des femmes, donc automatiquement la condition féminine (8-02 : 22).

> Moi j'ai décidé de travailler dans un groupe de femmes, parce que j'y crois, parce que je sais que c'est pas évident pour les femmes, que ça leur prend des lieux comme ça pour passer à d'autres choses à un moment donné, pis prendre leur place dans la société, pis prendre du pouvoir (7-04 : 17).

Venues d'horizons divers mais portées par un désir de justice, nos informatrices sont unanimes : elles veulent continuer de travailler avec les femmes. Le temps venu de quitter le groupe, certaines aimeraient travailler dans d'autres groupes de femmes, d'autres souhaitent se consacrer aux femmes âgées ou aux adolescentes comme cette femme qui, parlant de ses projets d'avenir, affirme :

> Oui, ah oui. Avec les adolescentes ou avec les femmes là, c'est toujours une clientèle qui m'attire beaucoup pour toutes sortes de raisons. Pour changer des choses, pour faire avancer aussi la cause des femmes (4-05 : 16).

Conclusion

Notre article n'épuise certes pas la richesse des expériences relatées par nos informatrices. Il permet néanmoins de mieux comprendre le contexte de leur engagement. Nous avons vu qu'il est pratiquement impossible de tracer un portrait type de ces femmes engagées. Retenons que, dans les années 1990, une majorité de nos informatrices venaient de familles nombreuses ayant migré en milieu urbain. Ces familles étaient généralement à revenus modestes, le père adhérant plus souvent que la mère à des organismes à caractère social ou politique. Ces militantes ont en majorité plus de 40 ans, même si plus du tiers, un nombre significatif, appartient à la relève. Elles sont fortement scolarisées, généralement mariées et elles ont des enfants. Elles ont connu dans leur jeunesse et elles pratiquent encore l'engagement bénévole en faveur des femmes, même si elles sont parfois rémunérées pour certaines tâches. Les plus jeunes adhèrent souvent à la cause dans le cadre de leur formation, à l'occasion d'un stage dans un groupe de femmes, par exemple, où elles tentent par la suite d'obtenir un emploi rémunéré.

Le marché du travail étant saturé et les emplois dans le domaine sociosanitaire étant rares, plusieurs jeunes femmes diplômées viennent dans les groupes pour acquérir de l'expérience en attendant d'obtenir un poste ailleurs. La conjoncture économique actuelle, qui favorise la création d'emplois d'«utilité sociale» et d'un quatrième secteur ancré dans le communautaire incluant les groupes de femmes, va sans doute modifier les règles du jeu et transformer des emplois perçus comme temporaires en des postes à caractère permanent.

Plusieurs itinéraires ont ainsi été précisés. Certaines femmes affirment être nées féministes, d'autres sont venues à la cause des femmes après différents détours. Certaines en ont fait une occasion de se réaliser professionnellement et, même si elles mettent d'abord l'accent sur les services qu'elles offrent, les conditions dans lesquelles elles choisissent de les offrir témoignent de leur détermination à améliorer la condition de vie des femmes. Enfin, même celles qui hésitent à qualifier leurs pratiques de «politique» et préfèrent se justifier en invoquant des valeurs humanistes et le droit des femmes au bonheur contribuent

à leur façon au projet féministe collectif et sont reconnues comme telles par leurs pairs.

La tendance actuelle en matière de financement des groupes de femmes met l'accent sur l'«offre de services» à une «clientèle cible», les femmes, par des spécialistes ou des professionnelles en mesure de traiter les «problèmes» auxquels elles font face. Le développement des groupes de femmes vu dorénavant comme un nouveau secteur d'emplois, bien que les travailleuses y soient faiblement rémunérées, devrait être source d'inquiétudes, car il risque de fragiliser l'engagement politique. Alors que certaines informatrices voient dans la rémunération une reconnaissance de la compétence des militantes, il semble évident que celle-ci est associée à une professionnalisation des groupes qui soulève le problème de la conscientisation et de l'émancipation des femmes dans des termes plus techniques que politiques. Les propos de nos informatrices révèlent pourtant que c'est dans le rapport gratuit à l'autre, à l'occasion d'activités diverses et informelles, que se crée un espace dans lequel l'engagement peut germer.

Ginette Côté
Centre de recherche sur les services communautaires
Université Laval
Marie-Andrée Couillard
Centre de recherche sur les services communautaires
et Département d'anthropologie
Université Laval

RÉFÉRENCES

ANADON, Martha, Dominique Masson, Marielle Tremblay et Pierre-André Tremblay
1992 *De l'organisation aux pratiques d'autodéveloppement : portrait des groupes de femmes au Saguenay—Lac-Saint-Jean.* Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi.

ANDREW, Caroline, Hélène Dion et Brigitte Jacques
1989 «Les groupes de femmes de l'Outaouais et l'identité régionale : étude exploratoire», *Cahiers de géographie du Québec*, 33, 89 : 253-261.

ANDREW, Caroline, Cécile Coderre, Andrée Daviau et Ann Denis
1992 «La bureaucratie à l'épreuve du féminin : essai sur les trajectoires familiales de gestionnaires québécoises et ontariennes», *Recherches féministes*, 2, 2 : 55-78.

BAUDOUX, Claudine
1992 «Famille et carrière : le cas des gestionnaires féminines en éducation», *Recherches féministes*, 5, 2 : 79-123.

BERTAUX, Daniel
1980 «L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités», *Cahiers internationaux de sociologie* , 69 : 197-225.

CHAUDRON, Martine
1985 «Contribution à l'analyse des itinéraires sociaux de sexe. L'histoire démographique et sociale de 14 fratries/généalogies», *Temps sociaux. Trajectoires selon le sexe*. Paris, Cahiers de l'APRE 2 : 63-78.
1984 «Sur les trajectoires sociales des femmes et des hommes», *Le sexe du travail*. Grenoble, PUG : 17-27.

COHEN, Yolande
1990 *Femmes de parole : l'histoire des Cercles de fermières du Québec 1915-1990*. Montréal, Éditions Le Jour.

COLLECTIF CLIO
1982 *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Les Quinze.

COUILLARD, Marie-Andrée
1991 «Bénévolat ou militance, simple question de terminologie? Les défis méthodologiques d'une incursion à la base», communication présentée dans le cadre de l'ACFAS, Sherbrooke (Québec).

COUILLARD, Marie-Andrée et Ginette Côté
1994 «L'engagement des Québécoises : trajectoires identitaires», in J. Hamel et J.Y. Thériault (dir.), *Les identités*. Montréal, Méridien : 177-206.
1993 «Réussir l'interface : les groupes de femmes et le réseau de la santé et des services sociaux de la région de Québec», *Service social*, 42, 2 : 29-49.
1991 «Se reconnaître et/ou se faire reconnaître. Réflexions sur le pouvoir dans des groupes de femmes de Québec», communication présentée dans le cadre du colloque de l'Institut canadien de recherche sur les femmes, Edmonton (Alberta).

DUMONT, Micheline, Michèle Jean, Marie Lavigne et Jennifer Stoddart
1992 *L'histoire des femmes du Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour éditeur.

EICHLER, Magrit
1979 «Sex equality and political participation of women in Canada : some survey results», *Revue internationale de sociologie*, 19, 1-2-3 : 49-75.

FEMMES EN TÊTE
1990 *De travail et d'espoir. Des groupes de femmes racontent le féminisme*. Montréal, Les Éditions du Remue-ménage.

FORTIN, André
1970 *La mesure du pouvoir dans les petits groupes naturels*. Montréal, Thèse de doctorat, Université de Montréal.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
1993 *Un avenir à partager : la politique en matière de condition féminine*. Québec, Éditeur officiel, Secrétariat à la condition féminine.

GUBERMAN, Nancy, J. Leblanc, Françoise David et J. Belleau
1993 *Un mal invisible. L'isolement social des femmes*. Montréal, Éditions du Remue-ménage.

GRISÉ, Jacques et Hélène Lee-Gosselin
1987 «Les femmes propriétaires dirigeantes : mythes et réalité; première partie», *Petites, moyennes organisations* (*PMO*), 3,1 : 3-10.

HOME, Alice
1987 *Les femmes, le sexisme et les petits groupes : réflexion sur la théorie des groupes*. Québec, Les Cahiers de recherche du GREMF (Groupe de recherche multidisciplinaire féministe), Université Laval.

LAMOUREUX, Jocelyne, Michèle Gélinas et Katy Tari
1993 *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale AFEAS 1966-1991.* Montréal, Boréal.

LANDRY, Simone
1988 *Le processus d'émergence de la structure du pouvoir dans les groupes restreints : la place des femmes et la place des hommes.* Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal.

LÉPINE, Irène et Carolle Simard (dir.)
1991 *Prendre sa place! Les femmes dans l'univers organisationnel.* Ottawa, Éditions Agence d'arc.

MASSON, Dominique, Marielle Tremblay et Pierre-André Tremblay
1989 «Femmes et pratiques d'auto-développement en région : perspectives de recherche», *Recherches féministes*, 2,1 : 69-84.

MONET-CHARTRAND, Simonne
1990 *Pionnières québécoises et regroupements de femmes d'hier à aujourd'hui.* Montréal, Les Éditions du Remue-ménage.

OUELLETTE, Françoise-Romaine
1986 *Les groupes de femmes du Québec en 1985 : champs d'intervention, structures et moyens d'action.* Québec, Conseil du statut de la femme.

PELLETIER, Guy et Francine Craig
1988 *Les maisons d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence conjugale : une étude organisationnelle.* Montréal, Université de Montréal.

PRATIQUES FÉMINISTES
1990 *Nouvelles pratiques sociales.* 3, 2.

ROY, Francine
1982 *Le bénévolat facteur de progrès social.* Québec, Centre d'action bénévole de Québec.

STACEY, Margaret et Marion Price
1980 «Women and power», *Feminist Review*, 5 : 33-52.

TARDY, Évelyne
1991 «Regards critiques de militantes sur des organisations syndicales et politiques», in Irène Lépine et Carolle Simard (dir.), *Prendre sa place! Les femmes dans l'univers organisationnel.* Ottawa, Éditions Agence d'arc : 291-340.

TARDY, Évelyne avec la collaboration de André Bernard
1995 *Militer au féminin.* Montréal, Éditions du Remue-ménage.